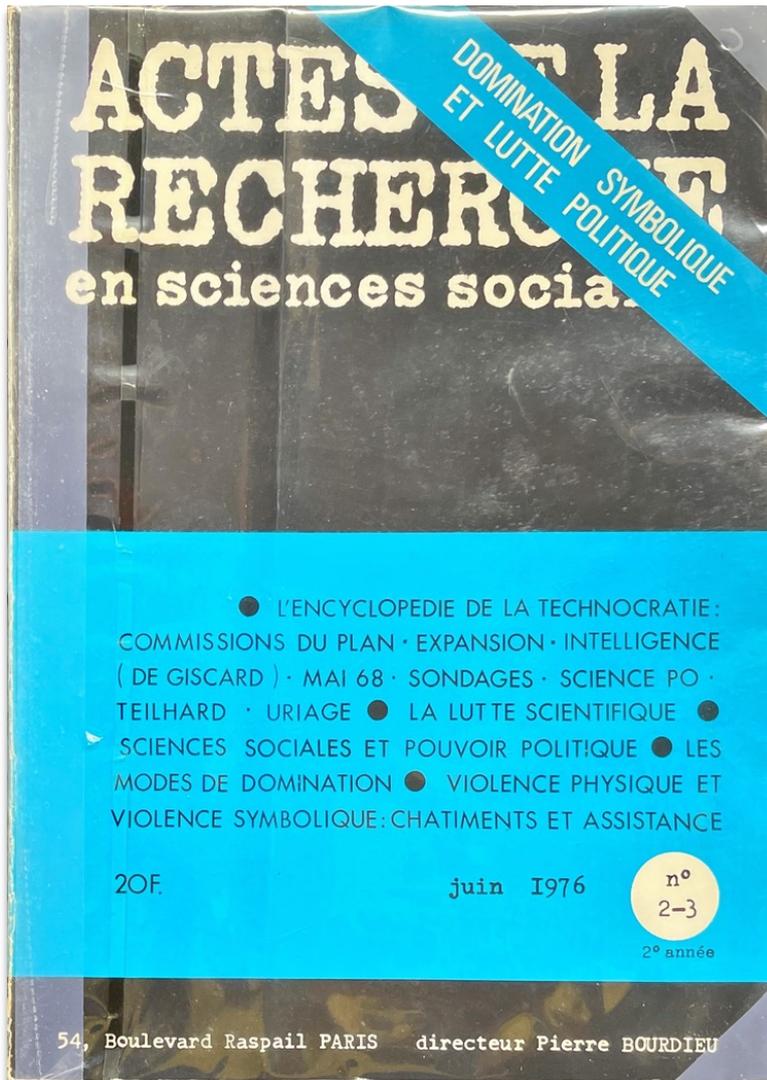


La restauration de l'hégémonie bourgeoise en économie (années 1930-1960)

"Avant-garde" - Années de guerre – Libération - IV^e et V^e Républiques



Aujourd'hui, nous allons regarder comment s'y prend la classe dominante, des années 1930 aux années 1960, pour reprendre la main dans un domaine – l'économie – où sa doxa fait l'objet de toutes parts de critiques acerbes.

Je vais de nouveau m'appuyer sur le numéro d'*Actes de la recherche en sciences sociales* de 1976 sur *La production de l'idéologie dominante*¹. On y trouve, en effet, une étude tout à fait

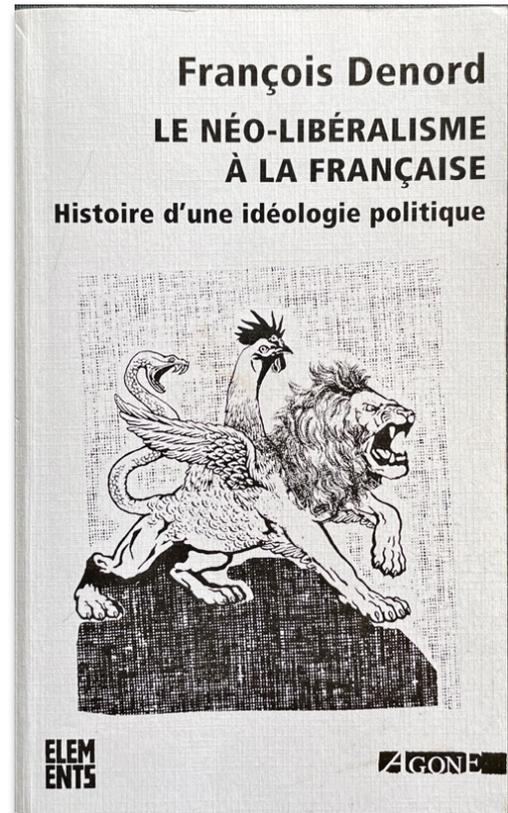
passionnante, intitulée *Les aventures d'une avant-garde*, par laquelle Bourdieu et ses coauteurs veulent illustrer le travail de production de l'idéologie dominante en économie.

¹ Conventions typographiques : « citations de Bourdieu et alii », « citations de Denord », « citations tierces », titres de livres.

Je vais aussi utiliser le travail de François Denord, publié chez Démopolis en 2007 sous le titre ***Néolibéralisme version française, Histoire d'une idéologie politique***, et republié dans une version revue et actualisée chez Agone en 2016 sous le titre ***Le néolibéralisme à la française, Histoire d'une idéologie politique***. Denord a fait un travail sur les archives qui renouvelle la vision de la genèse du néo-libéralisme.

Introduction

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire lors du séminaire précédent, dès la fin du XIX^e siècle, le libéralisme est l'objet de critiques. Herbert Spencer (1820-1903) va le défendre en disant que ce qui ne va pas dans le libéralisme ce n'est pas le "*trop de libéralisme*", mais le "*pas assez*". Un temps, ses idées auront du succès, mais le spencérisme (darwinisme social) va vite décliner. Le débat sur l'avenir du libéralisme va rebondir à plusieurs reprises au début du XX^e siècle : avec le renforcement du mouvement ouvrier, avec la 1^{ère} Guerre mondiale (dans les années 1920, ainsi que nous l'avons vu lors du séminaire précédent, a lieu le débat Lippmann-Dewey), avec la révolution russe, bien sûr avec la crise de 1929 et ses suites², mais aussi avec les spectaculaires réussites économiques de l'URSS tout au long des années 1930³. Autant de séquences (la révolution russe mise à part) qui poussent à l'élargissement de l'intervention de l'Etat dans l'économie, et qui font que le débat sur l'avenir du capitalisme/libéralisme devient indissociable d'un débat sur le rôle de l'Etat. C'est ce contexte qui amène Denord à intituler le premier chapitre de son livre « *Et l'économie devint politique* ».



² Entre 1930 et 1935, la production industrielle chute de 25%, le nombre de chômeurs secourus est multiplié par 72 et les faillites explosent.

³ Cette décennie est aussi marquée en URSS par l'approfondissement de la dictature stalinienne et la multiplication de ses crimes.

Elle devient politique aussi – et c’est peut-être plus inquiétant - parce que le grand public s’empare de ces questions. L’économiste Gaëtan Pirou s’en plaint en 1934. Denord cite ce passage de son livre, ***La crise du capitalisme*** :

« Maintenant le public participe à la querelle ; à chaque degré toutes les classes de la société sont touchées par la crise. [...] Ce ne sont plus seulement quelques agitateurs, c’est l’ensemble du public qui met en accusation le capitalisme et en prédit, ou en espère, la prochaine disparition ».

C’est clair : l’hégémonie de la bourgeoisie dans le domaine de l’économie est contestée dans des cercles de plus en plus larges ; bien trop larges ; le débat n’est pas circonscrit aux spécialistes, comme d’habitude ; Denord fait observer que « *le fondement social des prises de position sur l’économie apparaît nettement* » ; les visions du monde antagonistes s’affrontent ; bref : le débat n’est plus sous contrôle ; il faut faire quelque chose.

C’est dans ce contexte, propice aux expérimentations et aux idées nouvelles, que dans les années 1930 des groupes et réseaux vont émerger et avancer des propositions. Bourdieu les situe « ***dans deux secteurs très différents de la bourgeoisie*** » :

« ***Du côté du pôle économique, de l’administration et de l’industrie, avec les polytechniciens de X Crise et autres groupes d’études⁴ ; du côté des milieux intellectuels, avec ceux que l’on a nommés les “non-conformistes” des années 1930 [...]*** ».

⁴ Cf. G. Desaumay, ***X Crise, Contribution à l’étude des idéologies économiques d’un groupe de polytechniciens durant la grande crise économique (1931-1939)***, ronéo, 1965.

Leurs options politiques sont très variées, mais tous sont à la recherche d'une "troisième voie" entre,

- d'un côté, le capitalisme libéral éventuellement anarchique associé au parlementarisme "rad-soc" inefficace et éventuellement corrompu⁵,
- et, de l'autre, le collectivisme, c'est-à-dire le communisme ou le socialisme.

Ils se rencontrent dans ce qu'on n'appelle pas encore des réseaux, mais des "*centres de confluence*". Ils se lisent et s'inspirent mutuellement ; inventent de nouvelles synthèses. On voit s'exprimer deux sensibilités, certes encore minoritaires, le rationalisme technique et l'humanisme personnaliste, que l'on retrouvera plus tard dans la Révolution nationale pétainiste (1940-1942), puis dans la Résistance, et enfin, après la Guerre, dans le Commissariat au Plan.

Je vais présenter six réseaux (« *centres de confluences* ») particuliers : X Crise, le groupe Esprit, *Les Nouveaux Cahiers*, l'École des cadres d'Uriage, les mouvements de la Résistance et le Commissariat au Plan. Et je vais insérer dans ce parcours quelques remarques brèves ou des rappels, on pourrait dire des pastilles : sur les éditions de Médicis, sur le colloque Lippmann, sur Keynes, par exemple.

X Crise

Le groupe a été fondé en 1931 par trois polytechniciens. En 1933, il devient le *Centre polytechnique d'études économiques*, et le bulletin « *X information* » est créé. La publication rendait compte des conférences organisées par le groupe, et proposait des dossiers. Des groupes de travail sont sans cesse mis sur pied pour éclaircir toute sortes de sujets. En 1939, *X information* avait 750 abonnés individuels (dont la moitié de polytechniciens) et 75 abonnés sociétés. X crise est certainement le groupe le plus influent des années 1930.

⁵ Affaire Stavisky en 1933-1934.

L'un des fondateurs du groupe, et aussi l'un des plus influents, Jean Coutrot⁶, fait la synthèse des positions et de l'esprit du mouvement dans un livre intitulé ***Les leçons de juin 1936***. Il voyait trois tendances s'exprimer dans le groupe :

- libérale : Jacques Rueff⁷ ;
- socialiste : Jules Moch⁸, Marcel Bloch (puis Dassault)⁹, Alfred Sauvy¹⁰ ;
- "dirigiste capitaliste", se voulant à distance des deux précédentes : Auguste Detœuf¹¹, Jean Ullmo¹².

Évoluait aussi autour de ces personnalités, -je le signale en passant, - un jeune conseiller d'Etat nommé Michel Debré, au futur prometteur...

Bourdieu résume en 1976 les thèses de Jean Coutrot.

Celui-ci explique que X crise prône un « *humanisme économique* », c'est-à-dire un « **ordre économique et social défini comme** « harmonieux » **et** « possible », **[s'opposant] aussi bien au** « capitalisme » **qu'au** « collectivisme », **[entendant] dépasser le** « pseudo-dilemme » **entre** « deux formules rudimentaires » : **la recherche anarchique du profit et l'organisation étatique de la production** ».

Coutrot avance une « *solution de synthèse* » **qui rend** « périmé » **le** « marxisme » **et qui se veut inclassable selon les** « vieilles étiquettes », **à savoir la** « limitation de la propriété privée des moyens de production » ».

Coutrot aborde aussi la question du planisme, en vogue à cette époque, dans lequel il voit des ententes économiques entre entreprises sous la

⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Coutrot

⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Jacques_Rueff

⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Jules_Moch

⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Marcel_Dassault

¹⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Alfred_Sauvy

¹¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Auguste_Detœuf

¹² https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Ullmo

surveillance de l'Etat, -un secteur industriel libre (non « plané ») continuant à exister.

Bourdieu fait remarquer que pour Coutrot le plan est sans doute **« l'un des instruments les mieux adaptés à l'instauration d'une collaboration pratique entre les classes, propre à maintenir la paix sociale »**.

Entendre : faire l'économie de la révolution. Ils y pensent tous ; ils la redoutent tous.

Mais la collaboration entre les classes, cela ne se décrète pas. Encore faut-il que les patrons soient compétents. Coutrot propose pour cela un *« ordre des chefs d'entreprise »*.

D'une manière générale, dit Bourdieu, Coutrot **« rêve d'un ordre fondé sur le pouvoir de la compétence, propre à opérer l'« organisation rationnelle du travail industriel » et, avec elle, l'organisation rationnelle de la société, c'est-à-dire l'« organisation rationnelle et humaine de l'inégalité », mais d'une « inégalité » fondée en nature, reposant sur la « valeur humaine », la « compétence », le don, et non sur la transmission des privilèges »**.

Ce thème de la compétence est apparu dans l'espace public depuis un moment déjà. Si vous vous souvenez, c'est un des fils d'ariane du débat Lippmann-Dewey dans les années 1920, et il s'articule avec la mise en cause de la démocratie. Les protagonistes des années 1930 font de même. Par exemple, on trouve dans les publications les termes de *« démocratie nouvelle »*, de *« démocratie organisée »*.

C'est donc très logiquement qu'en 1938 Coutrot va fonder l'*Institut de psychologie appliquée*, pour mettre, dit Bourdieu, **« les apports des sciences de l'homme au service de l'organisation industrielle »**. Dans le même esprit, Emmanuel Mounier annonce en 1939, avec un certain

Paul Fraise¹³, la création d'un *Centre de psycho-pédagogie*. Après la Guerre, ce type d'initiatives va se multiplier, et la psycho-technique va régner pendant un bon quart de siècle aussi bien dans les entreprises que sur les pratiques d'orientation scolaire et professionnelle.

La création du Ministère de l'économie nationale en 1936, confié à Spinasse, indique que toutes ces idées font leur chemin. On trouve d'ailleurs dans le cabinet de Spinasse¹⁴ des ténors de X crise comme Jean Coutrot, justement, ou comme Alfred Sauvy¹⁵. D'une manière générale, dans les années 1930, lorsque les gouvernants font appel à des experts, c'est vers X Crise qu'ils se tournent.

Le groupe Esprit

En 1932, Emmanuel Mounier crée la revue *Esprit*¹⁶. Il recherche une troisième voie entre l'individualisme libéral et le marxisme. On retrouve dans ce groupe composé de catholiques militants les thèmes d'X crise : antiparlementarisme, gouvernement de la compétence, anticapitalisme et anticollectivisme.

D'autre part, sous l'influence de Henri de Man¹⁷, ils se réclament de l'« *humanisme économique* ». Mais, à la différence de ceux d'X crise, ils mettent derrière ces mots un contenu moins "techniciste" et plus "spiritualiste". Au Plan (dont de Man est le théoricien) vient se combiner la participation décentralisée, de sorte que l'"horizontal" fasse du "vertical" l'émanation des travailleurs. Autrement dit, le "projet de civilisation" prend chez eux le pas sur l'organisation et l'efficacité.

Ces intellectuels catholiques vont inventer, dit Bourdieu, une nouvelle façon d'être catholique :

⌋ « *ascétique, tendue, raisonnante, "engagée"* ».

¹³ Auteur aux PUF, en 1963, d'un **Traité de psychologie expérimentale** en neuf volumes.

¹⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_Spinasse

¹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Alfred_Sauvy. Deux ans plus tard, on retrouvera Sauvy dans le cabinet de Paul Reynaud, devenu ministre de l'économie.

¹⁶ [https://fr.wikipedia.org/wiki/Esprit_\(revue\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Esprit_(revue))

¹⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Henri_de_Man

Bourdieu veut dire que ce sont des gens clivés, à la fois catholiques et intellectuels, et que chacune de leurs polarités les entraîne dans une double opposition :

- En tant que catholiques, opposition à la bourgeoisie rad-soc, et à ses représentants dans le champ intellectuel, c'est-à-dire les durkheimiens ;
- En tant qu'intellectuels, opposition aux autorités religieuses inféodées aux partis conservateurs, et au catholicisme établi comme religion officielle de la classe dominante et du patronat (dont, généralement, ils ne font pas partie).

{ Ce sont des gens, dit Bourdieu, qui professent à la fois « **le spiritualisme et le rationalisme** », « **l'ascétisme et le respect de l'ordre hiérarchique, l'élitisme et le populisme paternaliste** ».

Ils condamnent aussi bien le pouvoir de l'argent que celui des masses ; ils rejettent à la fois le capitalisme et le collectivisme. Ils sont « *ni de droite, ni de gauche* ».

Le groupe *Esprit* continuera d'exprimer ces positions après la Libération.

Les Nouveaux Cahiers

Un autre groupe se crée à la fin des années 1930, et va se démarquer de X crise, c'est *Les Nouveaux Cahiers*. Créé en 1937 par Auguste Detœuf, il s'occupe moins de questions scientifiques que X crise (les polytechniciens y sont moins nombreux), et plus de questions sociales. Il se démarque par ailleurs du groupe *Esprit* par son peu d'appétence pour les débats philosophiques. Son premier noyau est constitué d'entrepreneurs qui avaient pris l'habitude de se rencontrer¹⁸.

¹⁸ Jacques Barnaux, directeur général de la banque Worms, Henry Davezac du syndicat général de la construction électrique, Auguste Detœuf, président du syndicat général de la construction électrique, André Isambert, directeur de la Compagnie générale d'électricité (CGE), Guillaume de Tarde, directeur de la Compagnie des chemins de fer de l'Est.

Detœuf, qui est allé aux Etats-Unis (avec Ernest Mercier¹⁹, industriel de l'électricité et du pétrole), est un farouche partisan de la rationalisation industrielle. Critiquant sévèrement le capitalisme classique, il prône le syndicalisme obligatoire (apolitique) et le dialogue social sur le modèle suédois. Denord indique qu'il va attirer dans son groupe de nombreuses personnalités :

« des journalistes, des conseillers d'Etat, des diplomates, des écrivains, des économistes ou encore des syndicalistes réformistes. La philosophe Simone Weill y côtoie l'ancien dirigeant communiste Boris Souvarine, l'économiste Gaëtan Piriou, le syndicaliste Louis Vallon, le magnat de l'électricité Ernest Mercier... ».

Donc, un groupe bien différent de *X crise* et de *Esprit*, où les opinions sont très diverses, et qui ne va pas se limiter à l'économie, mais où tout le monde se retrouve sur l'anticommunisme et le christianisme. Detœuf veut que des gens d'horizons divers et variés se parlent. Il écrit dans sa revue *Les nouveaux Cahiers* :

« [Le] cloisonnement des esprits en castes fermées [pourrait] bien être l'une des causes, sinon la cause essentielle, qui rend de plus en plus irritante la position des problèmes actuels, qui risque de rendre de plus en plus difficile, douloureuse leur solution future ».

Les Nouveaux Cahiers, tout comme *X crise*, auront contribué au débat sur la crise du capitalisme de deux manières : par la critique du laissez-faire, d'une part, et, d'autre part, en tentant un rapprochement entre néo-capitalisme et planisme, c'est-à-dire entre économie de marché et interventionnisme des pouvoirs publics. Nous savons, nous, que ces idées ont fait leur chemin ; mais, dans les années 1930, il fallait les argumenter. L'interventionnisme de l'Etat existait déjà, certes, mais il avait encore un

¹⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Ernest_Mercier

caractère marginal. Ce n'était pas encore un instrument courant – de référence - de la politique économique.

Il faut préciser que quand on critique le capitalisme, dans ces cercles, c'est pour le conserver, pour l'amender. C'est une critique qui peut tourner à l'autocritique :

Par exemple, Detœuf s'interroge : « *Nous cramponner au libéralisme, nous, bourgeois, possédants ou profiteurs – selon qu'on préfère nous nommer, ou élite, comme nous préférons qu'on nous nomme – n'est-ce pas pratiquer une politique qui ressemble fort à celle de la France vis-à-vis de l'Allemagne depuis la guerre ?* ».

La promotion de l'idée de plan, par exemple, ce n'est évidemment pas pour sortir du libéralisme, mais pour lui permettre de rebondir. L'idée est que l'économie libérale et l'économie dirigée peuvent produire une « *concurrence dirigée* ».

A la fin des années 1930, Jacques Branger, de X crise, trouve que cela pourrait s'appeler le « *néo-libéralisme* ». Encore quelques mois, et son hypothèse prendra forme...

Les éditions de Médicis

Au beau milieu de toute cette agitation intellectuelle pour refonder le libéralisme, -peut-être pour le projeter vers un « néo-libéralisme », -un groupe d'orientation libérale assumée va se dresser et créer une maison d'édition : les éditions de Médicis.

Fondées en 1937, elles procèdent d'un projet clairement politique : il s'agit de procurer une maison d'édition au (néo)libéralisme économique. Les éditions de Médicis vont tout de suite s'illustrer par la publication de nombreux ouvrages pro-libéraux, parmi lesquels ceux de Ludwig von

Mises, Walter Lippmann, Friedrich Hayek... En tout, une quarantaine de livres et brochures entre 1937 et 1940. Et bien que tous les ouvrages publiés ne soient pas tous néo-libéraux – loin de là - ce dynamisme va être associé au néo-libéralisme.

André Maurois explique dans la préface de **La Cité libre** de Lippmann dans quel esprit les éditions de Médicis ont été créées :

« Quand une restauration est faite dans les esprits, il ne s'écoule jamais très longtemps avant qu'elle n'apparaisse dans les faits ».

Il s'agit donc de s'adresser à des cercles restreints, à des intellectuels susceptibles de mettre en pratique les idées nouvelles. La cible, c'est l'élite, et l'inspiration est clairement intellectualiste, mais le syndicaliste Louis Vallon prend tout cela au sérieux et explique

« Qu'il faudra répondre, et, pour répondre, ajuster les idées et renouveler la doctrine ».

Que la lutte des idées fasse son œuvre...

Le colloque Lippmann

Je ne vais pas évoquer longuement le colloque Lippmann, puisque j'y ai consacré une conférence dans le séminaire de l'an dernier. Je vous renvoie aux traces écrite et vidéo sur le site des Amis de la liberté (onglet « séminaires »).

Disons simplement, d'une part, que le livre de Lippmann, **La cité libre**, qui est le prétexte du colloque, est publié par ...les éditions de Médicis, et, d'autre part, -et surtout, -je rappelle que ce colloque est un moment important parce que, pour la première fois, est acté un agenda du ...« néo-libéralisme » (le mot est maintenant assumé), qui comporte un rôle nouveau pour l'Etat.

L'Occupation

Tout change après 1940. Les principes du libéralisme politique sont abolis. Les groupes de réflexion vont entrer en sommeil. Leurs membres vont réagir très différemment au nouveau contexte politique, soit en prenant leurs distances (y compris spatialement...), soit, au contraire, en se rapprochant du régime de Vichy. Évidemment, la palette des choix n'est pas la même selon que l'on est juif ou pas, que l'on bénéficie d'une position institutionnelle solide ou pas. Les journaux intimes de certains intellectuels de l'époque permettent de se faire une idée de leurs incertitudes, de leurs inquiétudes (cf. Denord). L'activité des éditions de Médicis est en chute libre. Pour la classe intellectuelle dans son ensemble, le tableau est – on va dire – contrasté ; il va de "glorieux" à "affligeant".

Le néo-libéralisme – dont l'idée est trop neuve – qui ne s'exprime dans aucune institution particulière – qui, de toutes les façons, n'est pas raccord avec le régime - va connaître en tant que tel une traversée du désert, mais certaines des idées qu'il met en avant vont se concrétiser (par exemple, le ministère de la production industrielle ou le ministère de l'équipement national ; ou bien encore les comités d'organisation²⁰). Par ailleurs, nombre d'experts et technocrates qui sont en train de fleurir un peu partout vont trouver à exercer leurs talents pour le régime de Vichy, surtout dans le contexte où les parlementaires ont été mis à l'écart²¹.

La traversée du désert du néo-libéralisme n'est donc pas totale et complète. Par ailleurs, elle est un peu adoucie ou compensée par l'expérience de l'École des cadres d'Uriage.

²⁰ C'est ainsi que Jean Fourastié s'occupe du comité d'organisation des assurances.

²¹ Par exemple, Robert Cousteau, issu d'X Crise et d'Ordre Nouveau, participe à l'élaboration de la Charte du travail.

L'École des cadres d'Uriage²²⁻

Bourdieu caractérise ainsi ce réseau :

« La combinaison originale d'antiparlementarisme et d'anticommunisme, de spiritualisme et de technicisme, d'élitisme et de populisme qui caractérise la "troisième voie" n'apparaît sans doute jamais aussi bien qu'à Uriage ».

Un officier catholique, pétainiste et antinazi – Pierre Dunoyer de Segonzac - crée l'École des cadres d'Uriage en 1940 avec l'accord du gouvernement de Vichy. Dunoyer de Segonzac attribue la défaite d'abord à la faiblesse des élites françaises. Il veut donc former les cadres des Chantiers de jeunesse du régime de Vichy. L'école va vite devenir une institution officielle chargée de former les lauréats aux concours de la haute fonction publique, précédant ainsi de cinq ans l'ENA. Pour la première fois donc, on va former des "chefs", une nouvelle "élite" dirigeante.

Parmi les conférenciers, on trouve :

- Hubert Beuve-Méry²³, directeur des études ; futur fondateur du journal *Le Monde* ;
- André François-Poncet²⁴ ; ambassadeur et homme politique de l'entre-deux guerres ; futur académicien, élu en 1952 au siège du maréchal Pétain ;
- Joffre Dumazedier²⁵ ; sociologue ; futur fondateur de *Peuple et culture* en 1944-1945 ;
- Jean-Marie Domenach²⁶ ; secrétaire puis directeur de la revue *Esprit* de 1946 à 1976 ;
- Jean Lacroix²⁷ ; a fondé la revue *Esprit* avec Mounier en 1932 ; chroniqueur philosophique au journal *Le Monde* de 1945 à 1980 ;

²² https://fr.wikipedia.org/wiki/École_des_cadres_d%27Uriage

²³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Hubert_Beuve-Méry

²⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/André_François-Poncet

²⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Joffre_Dumazedier

²⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marie_Domenach

²⁷ [https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Lacroix_\(philosophe\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Lacroix_(philosophe))

- Et surtout Emmanuel Mounier²⁸, qui relance la parution d'Esprit en 1940 dans l'intention de « *refaire d'Esprit un des principaux foyers créateurs d'une vraie France et d'une vraie révolution* ».

Bourdieu nous explique :

Qu'ils « *construisent le schéma d'un Etat idéal fondé sur l'autorité d'une nouvelle aristocratie de la valeur personnelle et de la compétence. Cet Etat, ni "capitaliste", ni "collectiviste", doit réconcilier l'organisation et la planification de l'économie par l'élite dirigeante et la participation des "citoyens" et des "ouvriers", mais par d'autres formes que celles de la démocratie électorale* ».

Conformément à l'esprit de la Révolution nationale, on pratique, à Uriage, les veillées, les feux de camp, le salut aux couleurs, les exercices religieux, la gymnastique corporelle ; on exalte la vie communautaire et ascétique, les valeurs viriles ; toutes choses qui « *[conviennent] aux futurs chefs* », bien sûr.

Mais l'expérience d'Uriage va tourner court : en 1942, la plupart des animateurs, Mounier en tête, se rallient à la Résistance, et l'école est dissoute.

Les mouvements de la résistance

Leur influence va désormais se faire sentir dans les mouvements de la Résistance, à savoir l'antiparlementarisme (la République est corrompue), l'anticapitalisme (« *Les hommes du capital ont trahi la France* ») et l'anticommunisme (le communisme est un système dictatorial). C'est ainsi aussi qu'on va retrouver dans le programme économique et social de la résistance non communiste toutes les idées du type "3è voie" qui parcouraient X Crise ou *Esprit*, ou l'École des cadres

²⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Emmanuel_Mounier

d'Uriage. L'inspiration personaliste de Mounier ou de Jacques Maritain²⁹ est très forte. Par contre, -effet de contexte ?, -les mesures avancées vont plus loin dans la planification et dans les nationalisations que celles formulées avant la guerre par les partisans de la 3^e voie.

Le slogan intégrateur est celui de « *socialisme humaniste* », c'est-à-dire une position de synthèse qui entend dépasser tout à la fois la "lutte des classes", le libéralisme et le marxisme. Une position qui veut faire marcher ensemble la liberté et le déterminisme, la collectivisation et la libre entreprise, la planification et l'économie de marché. Tout cela devrait favoriser l'accroissement de la productivité, donc le développement de l'économie, donc le renforcement de la politique sociale. Ces raisonnements ne nous pas étrangers...

Comme dit Bourdieu :

« *Dans ces lieux neutres spontanés où s'opère, par la force des choses, un "brassage des élites", s'accomplit une sorte de bargaining [marchandage] idéologique qui favorise la production de nouvelles synthèses et qui incite les plus "spiritualistes" des philosophes de la révolution personaliste à faire des concessions au dirigisme socialiste* ».

On trouve, à ce moment-là, dans la Résistance, certains hauts fonctionnaires que l'on retrouvera après la libération :

- Pierre Lefaucheur, futur directeur de la régie Renault,
- François Bloch-Lainé, futur directeur du Trésor, directeur de la Caisse des dépôts et consignations, président du crédit Lyonnais,
- Louis Armand, futur dirigeant de la SNCF,
- Gilbert Grandval, futur ambassadeur, futur ministre de Pompidou.

Toutes ces idées qui, en quelque sorte, courent la Résistance, vont se retrouver à la Libération dans le Commissariat au plan.

²⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Jacques_Maritain

« Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie »

Mais, avant d'en venir à la planification d'après-guerre, il y a encore un événement particulier à pointer en 1942 : c'est la publication de la traduction en français de la **Théorie générale, de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie**³⁰, parue en anglais six ans plus tôt. Cette traduction met à la disposition d'un large public le maître-ouvrage de Keynes, dont ce dernier disait, dans une lettre à Georges Bernard Shaw, alors qu'il était encore en train de l'écrire :

« Je crois que [ce] livre [...] révolutionnera dans une large mesure – pas immédiatement sans doute, mais au cours des dix prochaines années – la façon dont on conçoit dans le monde les problèmes économiques... Ce n'est pas un espoir que j'exprime, mais une certitude ».

Keynes ne pêche pas par excès de modestie, évidemment, mais il a raison. Son livre révolutionne potentiellement le champ. Potentiellement seulement, parce que, bien sûr, il faudra attendre la Libération pour que l'ouvrage de Keynes soit véritablement connu. Il fournit à la bourgeoisie l'appui théorique qui lui manquait. Les milieux du plan vont l'adopter.

Yves Guéna (promotion "France combattante" de l'ENA, 1946-1947) dira bien des années après : « Pour nous c'était Keynes et le plan. Point de salut en dehors ».

Après la guerre, la **Théorie générale** va inspirer les politiques économiques de par le monde. Et ce dernier va connaître une trentaine d'années de croissance et de niveau d'emploi élevé.

³⁰ Traduction de Jean de Largentaye.

Le Commissariat au Plan

Après la guerre, les chantiers ne manquent pas. La IV^e République va s'atteler à la reconstruction. Mais l'épargne est à un très bas niveau, et tous ceux qui, dans tous les milieux, ont collaboré avec Vichy, "*rasent les murs*". Beaucoup vont donc se tourner vers l'Etat pour lui demander son aide. Le Commissariat au plan est créé dans ce contexte, avec Jean Monnet³¹ comme premier commissaire.

Bourdieu indique que l'opposition au plan s'exprime surtout dans *Le Figaro* :

« ...où André Siegfried et Jacques Rueff défendent les « lois éternelles de l'offre et de la demande » et mettent en garde contre le « dirigisme » inconcevable « sans camps de concentration et sans Gestapo » ».

Pourquoi faire léger quand on peut faire lourd...

Le plan va fonctionner comme un réseau d'innovation idéologique et technique de la classe dominante, et être un des lieux de marchandage entre les fractions de celle-ci. Le service des études économiques et financières (SEEF) du ministère des finances va s'atteler à la mise au point de la comptabilité nationale sous l'égide de Claude Gruson. Les "commissions de modernisation" vont être inventées : elles réunissaient patrons, syndicalistes, membres de l'administration et universitaires. Jean Fourastié va présider l'une d'entre elles pendant des années.

Certains parleront du plan comme d'une expérience d'« *économie concertée* », comme d'une expérience de « *troisième voie* ». Pierre Massé³², nommé commissaire au plan en 1959 pour succéder à Jean Monnet, épouse ce discours. On va voir revenir l'idéologie de l'« *humanisme économique* » d'inspiration chrétienne des années 1930, sous les oripeaux, cette fois-ci, de la « *planification* »

³¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Monnet

³² https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Massé

démocratique », et avec le relais de la CFTC. Être keynésien alors, « *était une façon polie d'être socialiste* », dira un jour le haut fonctionnaire et homme d'affaires Simon Nora³³.

Et, en effet, Pierre Mendès France disait en 1962 dans ***Pour une République moderne*** : « *Démocratie politique et planification de l'économie conduisent à un socialisme moderne* ».

Conclusion

J'arrive au terme du parcours que je m'étais fixé, c'est-à-dire les années 1930-1960. La IV^e République n'est plus. Elle n'a pas démerité à bien des égards, mais sa vie parlementaire échevelée et son instabilité gouvernementale, -quoique très relative, -ont fourni le prétexte à clore cette séquence. Avec l'avènement de la V^e République, la bourgeoisie est rassurée. Elle peut se dire qu'elle a bien géré l'après-guerre. Les nouvelles institutions et le régime présidentiel sont beaucoup plus raccord avec les attendus de la grande bourgeoisie industrielle qui veut prendre sa part à la construction de l'Europe qui commence, et se projette déjà encore plus loin, -dans la mondialisation.

La classe dirigeante a également repris la main en économie : son hégémonie est restaurée³⁴. L'agitation intellectuelle de l'avant-garde non-conformiste dans les années 1930, -poursuivie tant à Uriage, qu'au sein de l'Etat vichyssois, que dans la Résistance et lors de la Libération (dans plus d'un cas, il faut aussi le souligner, avec les mêmes personnes), -cette agitation a porté ses fruits. Elle a reçu le renfort formidable de la ***Théorie générale*** qui, pour dire le vrai, la domine de la tête et des épaules, mais dont la réception en France aurait sans doute été encore plus difficile qu'elle ne fut si l'avant-garde n'avait pas préparé le terrain. Voici comment

³³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Simon_Nora

³⁴ Les éditions de Médecis sont sorties de leur léthargie dès la guerre finie : elles ont publié 46 ouvrages en 1945-1946. Au moment où s'achève notre récit, leur aventure continue, mais plus pour très longtemps puisqu'elles seront rachetées en 1967, et se spécialiseront alors dans les ouvrages ésotériques.

un manuel de sciences économiques et sociales de terminale ES présente sa théorie :

« A la différence de Marx, Keynes considère que le système capitaliste peut être réformé. Il pense que son instabilité intrinsèque peut être réduite par une intervention appropriée de l'Etat. Si la demande anticipée par les entrepreneurs est insuffisante, l'Etat peut créer les conditions d'une reprise de l'investissement par une baisse des taux d'intérêt et surtout une augmentation de la dépense publique. Garant de l'intérêt général, l'Etat peut compenser le caractère déficient et cumulatif des anticipations de demande et pallier l'absence de coordination des décisions privées³⁵ ».

Comme on peut le voir, la convergence de vues entre les mouvements que nous avons étudiés et Keynes est évidente.

Il est désormais assez largement admis – et encore plus après Keynes – que la longue crise du capitalisme du 1^{er} XX^e siècle était le produit inéluctable du laissez-faire. On parle maintenant sans problème d'Etat régulateur, de politique économique générale, de plan, d'économie concertée, de secteurs, de nationalisations, d'industries-clés. En l'espace de deux ans, la IV^e République bouleverse de fond en comble le paysage économique français³⁶. Bref : l'économie est devenue inséparable de la politique.

Pour autant, le débat sur les limites de l'action de l'Etat continue. Encadrer les activités privées ? Oui, mais pas trop. Planifier ? Oui, mais pas trop.

³⁵ Pascal Combemale et Jean-Paul Piriou (dir.), **Nouveau manuel de sciences économiques et sociales**, terminale ES, La découverte et Syros, 1999.

³⁶ Pour un bilan de la IV^e République, cf. Michelle Zancarini-Fournel et Christian Delacroix, **La France du temps présent (1945-2005)**, in Joël Cornette (dir.), **Histoire de France**, Belin, 2010.

Dans le contexte du compromis fordiste (cf. séminaire précédent) et de la puissance de la gauche, les politiques keynésiennes vont fleurir et soutenir la croissance. Jusqu'à ce que tout se dérègle de nouveau... mais ceci est une autre histoire.